

Je n'ai fait que répéter une déclaration qui a paru dans la *Presse canadienne* sous la propre signature du ministre. Celui-ci démontrait lui-même dans cette déclaration qu'au mois d'octobre, au moment même où il présentait son exposé budgétaire, nous assurant que le gouvernement avait l'intention d'équilibrer son budget, le gouvernement dépensait 52 millions de plus que ses recettes et son excédent de dépenses avait été trois fois supérieur au cours de ce mois à l'excédent du même mois de l'année précédente. Voilà des faits et des chiffres avérés.

**L'hon. M. Benson:** L'honorable représentant voudrait-il une réponse?

**L'hon. M. Hees:** Oui, certes—s'il y en a une.

**L'hon. M. Benson:** L'honorable représentant a une grande expérience en matière financière et je connais l'œuvre admirable qu'il a accomplie avant son entrée au Parlement. Il doit savoir que les chiffres mensuels ne sont pas en eux-mêmes révélateurs du résultat final—que chaque mois de l'année peut indiquer des dépenses élevées et des recettes assez faibles. Les variations dépendent de la somme dépensée au cours du mois, de l'état des travaux, et ainsi de suite. Je répète simplement que je n'ai aucune raison de modifier les crédits de mon budget qui indiquent un déficit pour l'année financière de 1968-1969 et un budget relativement équilibré pour l'année 1969-1970.

• (3.40 p.m.)

**L'hon. M. Hees:** Le ministre peut affirmer qu'il n'était pas juste de comparer un mois unique avec un autre mois. Pendant les sept premiers mois de l'année financière, les dépenses du gouvernement ont dépassé ses recettes de 30 p. 100. Autrement dit, pendant cette période les dépenses ont été supérieures de 30 p. 100 aux recettes. Ce chiffre dépasse celui de la même période de l'année précédente. Voilà qui indique assez bien, monsieur le président, que le gouvernement n'a pas réussi à réduire ses dépenses. Le fait que les dépenses dépassaient de 52 millions de dollars les recettes en octobre est un peu alarmant, car cela représente trois fois l'excédent des dépenses sur les recettes par rapport au même mois l'année d'avant. Même si ce n'est pas un indice absolu du montant du chiffre global à la fin de l'année financière, nous ne pouvons pas croire le ministre quand il affirme que tout ira très bien. A ce compte-là les critiques ou les discussions à la Chambre perdraient tout leur sens.

[L'hon. M. Hees.]

Les Canadiens s'inquiètent de cet état de choses, car ce sont eux qui doivent combler l'écart. Ils veulent savoir ce que le ministre va faire pour supprimer cet écart afin qu'on ne leur demande pas de payer toujours plus d'impôts. Cet après-midi j'ai demandé au ministre si le gouvernement comptait faire sous peu une déclaration dans laquelle il indiquerait avec précision les mesures qu'il compte prendre pour harmoniser davantage les dépenses et les recettes; c'était, à mes yeux, une requête fort logique et sensée. Cependant, le ministre l'a écartée avec désinvolture.

Monsieur le président, le ministre des Finances fait les mêmes déclarations depuis trois ans. Pendant un certain temps, il a été président du Conseil du Trésor. Je me rappelle qu'il y a un an, le président du Conseil du Trésor a dit à la Chambre qu'il venait d'installer dans son ministère, un nouvel ordinateur qui à l'avenir permettrait des prévisions précises. Il a dit qu'il n'y aurait plus d'erreur de prévisions.

**L'hon. M. Benson:** Oh!

**L'hon. M. Hees:** Monsieur le président, c'est du moins l'impression que m'a donnée la lecture de son discours, et je suis certain que ce fut aussi l'impression de la Chambre.

**L'hon. M. Stanfield:** Il a donné sa garantie personnelle.

**L'hon. M. Benson:** Votre impression était exagérée.

**L'hon. M. Hees:** J'ai pris le ministre au mot et j'ai supposé qu'il exprimait sa pensée véritable. Sans doute, si le ministre relit son discours de ce jour-là, il admettra que je ne suis pas injuste quand j'affirme que c'est ce qu'il a voulu dire.

Je répète, monsieur le président, que les erreurs ou les mauvais calculs du gouvernement inquiètent les Canadiens. Au cours de la dernière campagne électorale, à plusieurs reprises, le ministre et le premier ministre ont dit aux Canadiens que le gouvernement allait régler ses livres et qu'ils espéraient équilibrer le prochain budget. Mais à l'ouverture de la session, le Parlement a appris du ministre que nous aurions un déficit de 675 millions de dollars, soit presque trois quarts de milliard.

C'est ce qui nous pousse à demander au gouvernement quelles mesures il entend prendre pour mettre un frein à ses dépenses